

INVENTAIRE DES SITES DU DÉPARTEMENT DE L'ALLIER
Direction Régionale de l'Environnement Auvergne

Lavault-Ste-Anne

Château de Bisseret et ses abords

~~DES~~
~~MAIRIES COMMUNALES~~

SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE

ARRÊTÉ

--

~~Le Ministre des Affaires culturelles~~

Le Secrétaire d'Etat à la Culture

- VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, modifiée par la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967 ;
- VU le décret n° 69.607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5.1 de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites ;
- VU la loi du 12 avril 1943 portant réglementation de la publicité et des enseignes et notamment les articles 5 et 9 ;
- VU le décret du 9 février 1968 portant application du décret du 7 février 1959 modifié, relatif au camping, et notamment les articles 2 et 6 ;
- VU le décret n° 72.37 du 11 janvier 1972 relatif au stationnement des caravanes et notamment les articles 3, 7, 9 et 10 ;
- VU le décret n° 70.288 du 31 mars 1970 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales et supérieures des sites ;
- VU l'avis donné le 13 décembre 1973 par le conseil municipal de LAVAULT-SAINT-ANNE ;
- VU les délibérations du 27 juin 1973 et du 17 avril 1974 de la commission des sites, perspectives et paysages de l'ALLIER ;

A R R Ê T É :

Article 1er - Est inscrit sur l'inventaire des sites pittoresques du département de l'ALLIER l'ensemble formé sur la commune de LAVAULT-SAINT-ANNE par le château de Bisseret et ses abords et comprenant les parcelles suivantes : section AE n°s 90 à 92 inclus, 95 à 97 inclus, 101 à 112 incluse, 119 à 121 inclus.

...

INVENTAIRE DES SITES DU DÉPARTEMENT DE L'ALLIER
Direction Régionale de l'Environnement Auvergne

Lavault-Ste-Anne

Château de Bisseret et ses abords

- 2 -

Article 2 - Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département de l'ALLIER et au maire de la commune de LAVAUT-SAINT-ANNE qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution et au propriétaire concerné.

Fait à PARIS, le " 1 OCT 1974

P/le Secrétaire d'Etat et par délégation,
Le Directeur de l'Architecture



Alain BACQUET

ent